

# Fiche 31

## Comment les pays luttent-ils contre les paris illégaux ?

Quels que soient les efforts mis en œuvre par une juridiction, il est quasiment impossible aujourd'hui d'éliminer totalement les paris illégaux.

Deux facteurs principaux permettent d'expliquer cette situation :

- Au plan technique, il est difficile de bloquer l'ensemble des sites illégaux ainsi que les paiements de transactions financières illégales liées aux paris ;
- De nombreux pays n'ont pas encore bien défini les contours juridiques du filtrage d'Internet, qui reste un média jeune.

En outre, la lutte contre les paris illégaux ne fait en règle générale pas partie des priorités des gouvernements, qui ciblent en premier lieu des sujets comme le terrorisme ou les crimes de sang, de sorte que les moyens consacrés ne sont pas suffisants pour obtenir des résultats optimaux. Toutefois, de récentes études démontrent que les paris illégaux sont souvent liés au Crime organisé ce qui pourrait inciter les États à prendre à l'avenir des mesures plus sérieuses.

Notons que très souvent on entend que la meilleure manière de lutter contre les paris illégaux est de ne pas restreindre l'offre de paris mais aussi de diminuer les taxes payées par les opérateurs. En pratique, il apparaît qu'il n'existe pas de véritable corrélation entre les modèles de régulation et la fiscalité appliquée d'une part et le niveau de jeu illégal auquel doit faire face un État d'autre part.

Ainsi, ce sont assurément les mesures mises en place spécifiquement pour lutter contre le jeu illégal qui constituent le meilleur rempart contre les paris illégaux. En effet, tous les pays qui ont pris la mesure de la menace des paris illégaux ont obtenu des résultats significatifs, et notamment la France. Certains pays (Chine, USA, Italie, Europe de l'Est), confrontés à une « tradition illégale » plus importante qu'ailleurs, doivent redoubler d'ingéniosité pour obtenir des résultats efficaces.

Les mesures les plus fréquemment utilisées pour lutter contre le jeu illégal et qui ont démontré leur efficacité sont :

- Une législation volontariste et adaptée (à commencer par des injonctions envoyées aux opérateurs illégaux) ;
- De la prévention vis-à-vis des parieurs (communication sur les risques liés aux sites illégaux) ;
- Le blocage des sites illégaux ;

- Le blocage des paiements ;
- L'interdiction de la publicité ;
- Des sanctions administratives et pénales sévères contre les opérateurs convaincus de paris illégaux ou de publicité illégale, voire même contre les personnes ;
- L'établissement d'une liste noire ;
- Des actions policières contre les opérateurs illégaux ;
- Une coopération avec les banques et institutions financières.

## Approfondissement

### Les principaux moyens utilisés par la France pour lutter contre le jeu illégal

- Possibilité de bloquer les accès via les fournisseurs d'accès à Internet (qui doivent prendre toutes les mesures nécessaires) à des sites illégaux sur demande de l'ARJEL (depuis 2020, l'ANJ) ;
- Sanctions pénales contre les opérateurs illégaux : jusqu'à 3 ans de prison et 90.000 € d'amende, 7 ans et 300.000 € si le délit est commis en bande organisée ;
- Publicité illégale passible d'amendes de 100.000 à 400.000 €.

**Estimation du marché illégal : Monde / PBJ 2019**

**Entre 12 et 15 milliards d'euros**

**Estimation du marché illégal : France / PBJ 2019**

**Moins de 100 millions d'euros  
(99% sur Internet)**